

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Mardi 1er novembre 2016

C'est la jungle capitaliste qu'il faut démanteler...

Le gouvernement a voulu nous raconter une belle histoire, celle d'un bidonville géant de 10 000 personnes que par humanitarisme il aurait fait gentiment évacuer. La com' gouvernementale, comme le crime, était presque parfaite ! Mais la réalité, c'est que Hollande et Valls ont lancé le lundi 24 octobre la destruction du bidonville de Calais, aussi brutalement qu'ils avaient traqué les migrants pour les y acculer.

La « jungle » de Calais était un cloaque ? Un lieu invivable qu'il fallait « démanteler » – en fait incendier et raser ? Mais à qui la faute si ce n'est à ces gouvernants qui ont laissé errer et zoner dans le froid et la boue l'équivalent en nombre de la population d'une vraie ville ? Le plus scandaleux étant que ces migrants venus d'Afghanistan, de Syrie, d'Irak, d'Érythrée et autres pays d'Afrique, fuyaient la misère et les terribles guerres que ces mêmes gouvernants ont contribué à déclencher et attiser dans ces pays et régions ces dernières vingt années.

Précariser encore...

Hollande et Cie ont fait mine de jouer les bons samaritains, mais la mise en scène des « voyages organisés » en bus, de Calais aux quatre coins de la France, a vite tourné en eau de boudin. Tous les migrants n'avaient pas envie de partir, tous n'étaient pas convaincus – et pour cause – que le point d'arrivée serait un eldorado stable. Et ces hommes et ces femmes avaient formé à Calais une communauté dans l'adversité. Avec l'aide de nombreuses associations et personnes, ils avaient créé des moyens inouïs de survie communautaire (cafés, restos, centres associatifs de santé, alphabétisation, spectacles...). En échange, le gouvernement offre à quelques milliers du provisoire, dans des « centres d'accueil et d'orientation » (CAO), éparpillés de la Bretagne à l'Aquitaine. Et tout le problème est de savoir pour combien de temps.

De jungle en galère...

Le résultat, c'est qu'après trois jours pendant lesquels le gouvernement a prétendu que tout baignait à Calais, la situation tourne déjà vinaigre. Des migrants, nombreux, n'ont pas voulu prendre les bus, ou sont partis par leurs propres moyens et leurs propres destinations, en particulier vers Paris où à nouveau grossit le campement du quartier de Stalingrad proche de la gare du Nord.

Plus d'un millier de personnes y sont arrivées en quelques jours et à Calais ou Dunkerque, de nouveaux campements de migrants se créent... La même politique crasse des autorités françaises engendre le même désastre.

Éparpiller...

L'objectif du gouvernement est de disperser les migrants, de les rendre invisibles ou de le tenter, en particulier pour céder à ceux qui se laissent abuser en pensant que ces migrants viendraient manger notre pain et voler nos boulots ! Un peu partout où des réfugiés sont arrivés ces derniers temps, des manifestations de mauvais coucheurs du FN ou autres xénophobes ont eu lieu... Mais des contre-manifestations bien plus nombreuses aussi, dans de nombreuses villes de tailles diverses. Des initiatives qui expriment de la chaleur humaine, de l'espoir... Partout où c'est possible, il faut en être. À qui pourrait-on faire croire que 10 000 personnes de plus ne pourraient trouver place dans un pays qui compte 65 millions d'habitants ? Dans des conditions parfois elles aussi discutables, l'Allemagne en a accueilli un million !

Tous ensemble, ouais !

Les travailleurs doivent se dresser contre cette politique nauséabonde et meurtrière du gouvernement : 3800 personnes sont mortes en Méditerranée depuis janvier 2016. Ils doivent montrer leur solidarité à l'égard de réfugiés avec lesquels ils ont incomparablement plus en commun qu'avec les patrons et les dirigeants politiques à leur service.

Les travailleurs ont tout à craindre de ces derniers qui leur volent leurs emplois à coups de dizaines de milliers de licenciements et suppressions de postes. Elle a en revanche tout à espérer des migrants, nouveaux venus qui seront des alliés dans les prochaines luttes tous ensemble.

Prestaphobie

Sur Carrière, la direction envisage de rassembler tous les collègues prestataires dans un seul bâtiment à l'écart des autres. Le motif ? Ce serait de préserver la « confidentialité » d'un certain nombre de données sensibles. Une vaste blague, quand on sait qu'avec les suppressions de postes incessantes, les prestas sont de plus en plus amenés à faire les mêmes jobs que les titulaires et sont intégrés dans les équipes, parfois depuis des années !

Par contre, il est certain que ça arrangerait bien la direction de nous faire croire que titulaires et prestataires n'auraient pas les mêmes problèmes... et les mêmes patrons.

Le cartel des mauvais salaires

En 2015, la Cour de Cassation avait condamné Altran à payer en moyenne 30 000 € de rappel d'heures supplémentaires à 21 salariés. Aujourd'hui c'est pas moins de 300 ingénieurs qui viennent d'engager une procédure pour obtenir le paiement d'heures sup.

À l'ombre des grands groupes, les boîtes de presta multiplient les méthodes mafieuses jouant sur la division des salariés pour sévir en toute impunité.

Et si l'on se posait tous - PSA, Altran, Veolia, etc. - autour de la table pour parler salaires ? On en aurait des choses à dire.

C'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Sur Renault Lardy, dans le cadre des négociations pour le nouvel accord compétitivité, la direction veut encore améliorer ses marges en aggravant les conditions de boulot: modulation du temps de travail, semaines hautes avec 1h30 quotidienne en plus non payée, missions MAP sans paiement des heures sup', salariés des bancs moteurs ou des bancs à rouleaux obligés de travailler gratuitement le samedi pour faire passer les homolos, etc.

A PSA comme à Renault, dans les centres techniques comme dans les usines, les patrons organisent la dégradation de nos conditions de travail. Seul une lutte d'ensemble de tous les salariés quel que soit leur statut pourra y mettre un coup d'arrêt.

Non, c'est pas « normal »

Après le CCE du 17 octobre dernier, la direction de PSA se répand depuis dans la presse pour démentir qu'il y aurait 2 133 suppressions de postes, annoncées pourtant ce jour-là. Seulement des départs volontaires en congés sénior et en dehors du groupe, dit-elle. C'est sûrement de l'humour.

La blague ne s'arrête pas là. Certains dirigeants syndicaux de PSA racontent qu'il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans : que c'était prévu comme cela. Humour noir ? Eh ben non ! C'est du premier degré. Ceux qui sont censés être du côté des salariés ont signé deux chèques en blanc à la direction de PSA - le

NCS et le NEC - qui banalisent la réduction d'effectifs.

Si ces derniers ont choisi leur camp, reste plus qu'à imposer notre vision des choses : interdiction des licenciements, sans humour ni détour.

De l'art du repassage...

Le chiffre d'affaire du groupe aurait « replié » les trois derniers mois. Cession d'une partie de Faurecia, taux de change défavorable et gammes en transition, voilà ce qui expliquerait cette baisse que la direction annonce temporaire. Que l'on se rassure, elle bat également des « records de rentabilité » (sic).

Finalement en repliant le pli, on en revient au point de départ : des profits qui se portent assez bien pour doubler le salaire de Tavares au printemps dernier.

... au bulldozer

Cette rentabilité, on en fait les frais depuis plusieurs années. Elle prend la forme d'accords de compétitivité en tout genre : moins de salariés et des emplois précaires pour toujours plus de boulot.

Les 2 133 suppressions de postes annoncées, nous ne les accepterons pas. Que ceux qui se gavent des profits de la boîte et licencient nous rendent des comptes.

À bon entendeur !

Manif sauvage de nuit, flics en civil cagoulés déambulant dans quelques villes du pays... les mêmes qui tapaient à bras raccourcis sur les manifestants contre la loi travail se retrouvent de l'autre côté de la barrière. Nous étions un million, ils sont quelques centaines. Mais ils ont obtenu les faveurs d'un gouvernement qui a bien besoin de flics pour défendre ses lois en faveur des patrons et se protéger de son impopularité. Une enveloppe de 250 millions et une réforme envisagée de la légitime défense (qui de fait existe déjà) leur permettant de tuer plus facilement sans risquer de sanctions... Plus de bavures en perspectives !

Maroc, la colère gronde

Au Maroc, la mort d'un jeune vendeur de poisson vendredi dernier a suscité une grande colère et des manifestations dans plusieurs villes du pays. Mouhcine Fikri est mort broyé par une benne à ordures alors qu'il cherchait à y récupérer sa marchandise confisquée par la police.

C'était aussi suite à la mort d'un jeune vendeur racketté par la police que la révolution tunisienne a commencé en 2011. Cinq ans après, les raisons profondes du printemps arabe sont toujours là : le chômage, les bas salaires, la misère et les régimes corrompus au service des plus riches. Le roi du Maroc a exprimé ses « condoléances » comme Ben Ali en son temps l'avait fait en Tunisie : espérons qu'il subisse le même sort que le dictateur déchu !